

Quelques arguments non fondés de l'industrie et les contre-arguments de la coalition d'ONG

Pour le lobby des multinationales agrochimiques et des OGM, les NTGs (Nouvelles Techniques Génomiques) ne produisent pas des plantes plus risquées que les variétés produites par les mutations aléatoires naturelles (par exemple suite à l'effet des UV du soleil) ou que celles issues de la sélection conventionnelle. Ceci justifierait, pour l'industrie, que l'analyse de risques sur la santé et l'environnement soit considérablement allégée dans la nouvelle proposition de législation. Toutefois, la littérature scientifique in pendante, non évaluée par l'EFSA, montre que les NTGs ne sont pas maîtrisées¹ et que leurs processus technologiques sont à l'origine de nombreuses erreurs génétiques non-intentionnelles pouvant engendrer des effets non-intentionnels délétères pouvant affecter la santé, la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes.

« Les nouveaux OGM » seraient une solution miracle aux changements climatiques, notamment pour la lutte contre la sécheresse et pour pallier aux risques de pénuries alimentaires. Pourtant, ce trait ou caractère de résistance à la sécheresse est déterminé par de très nombreux gènes à la fois (jusqu'à une centaine). Il est plus difficile à renforcer par manipulation génétique et le processus est d'autant plus sujet à des erreurs génétiques non-intentionnelles qu'il y a de gènes à modifier. Aux USA, les variétés plus résistantes à sécheresse de la sélection végétale sont préférées par les agriculteurs. Certaines résistances aux maladies nouvelles et à la salinisation des sols seraient incompatibles avec un maintien des rendements qui dépendent aussi de nombreux gènes à la fois. La résistance aux maladies ne serait seulement que passagère en fonction de la résistance progressive des agents pathogènes aux plantes /nouveaux OGM, cultivées. Les « plantes indésirables » vont, elles-aussi, devenir résistantes aux herbicides tolérés par les cultures OGM. Les sols en agrobiologie ou en agriculture biologique constituent des réserves d'eau supérieures, absorbent plus de CO₂, émettent moins d'oxydes d'azote, leur richesse en humus et leur biodiversité peuvent favoriser le rendement.

Les nouveaux OGM seraient la solution pour réduire l'utilisation/risques des pesticides et respecter les objectifs de la Stratégie européenne « de la ferme à l'assiette » de 50% de réduction d'utilisation d'ici 2030.

Toutefois, l'affirmation de la réduction de l'utilisation des pesticides avec les nouveaux OGM n'est pas étayée par les faits étant donné qu'ils ne sont pas encore cultivés en Europe et encore peu ailleurs. Dans les pays qui ont cultivé depuis 20 ans et cultivent encore des OGM de 1^{ière} génération, de nombreuses publications montrent bien au contraire, une augmentation de la quantité d'insecticides utilisés et d'herbicides (dont le tristement célèbre Roundup à base de Glyphosate).

¹ voir rapports intitulés : « *Unintended effects caused by techniques of new genetic engineering create a new quality of hazards and risks* » et *New Genomic Techniques and unintended genetic changes: EFSA 'overlooked' most of the relevant publications* » https://www.testbiotech.org/sites/default/files/New_GE_unintended_effects_2.pdf
<https://www.testbiotech.org/node/2968>

Les nouveaux OGM seraient propices au développement d'une agriculture durable. Pourtant les nouveaux OGM s'inscrivent dans un système d'agriculture industrielle peu résilient. C'est le système agricole qu'il faut changer. D'où l'impératif de passer de l'agriculture industrielle à l'agrobiologie ou à l'agriculture biologique, systèmes agricoles favorisant la biodiversité et la résilience de l'agriculture et qui ont fait leurs preuves.

Selon l'industrie, il ne serait pas possible de détecter analytiquement les nouveaux OGM. Donc, l'étiquetage ne pourrait pas être assuré dans la nouvelle Directive. Toutefois pour certains développeurs, cette détection analytique est possible pour autant que certaines informations (dont la technique utilisée) soient communiquées. Mais, la Commission n'a jamais accepté de consacrer des budgets pour effectuer des recherches dans cette direction, même à la demande répétée de ses propres services d'analyses. Les Etats membres n'ont pas fait mieux. En conséquence de quoi nous nous trouvons devant une quasi absence de possibilités de contrôle du devenir de ces nouveaux OGM dans l'environnement et les aliments. Ceci n'est pas acceptable! L'industrie échapperait ainsi au respect du principe du pollueur/payeur ! L'absence d'étiquetage « OGM » de ces nouveaux OGM pour les remplacer par un label « durable » priverait également les citoyens du **droit de choisir** s'il y a des OGM dans les aliments qu'ils mangent et empêcherait les agriculteurs de savoir s'ils cultivent, ou non, des « nouveaux OGM cachés ». **Ce serait un gros frein pour la filière bio qui, par définition est sans OGM. Elle sera infiltrée, à son corps défendant, par des « nouveaux OGM cachés ». Elle perdrait ainsi la confiance du consommateur.**